

AMNESTY INTERNATIONAL
BULLETIN D'INFORMATIONS /97

ACTION URGENTE¹

EXTÉRIEUR ÉF711 97 – 711 970091 – 711 55/01/97

711 44/97

"**Divulguement**: Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

MENACES/ CRANTE POUR LA SÉCURITÉ

PHILIPPINES Sénateur Paul Roco

Juge Francis Garchitorena

Juge Jose Balajadia

Jose Manuel Diokno

Efrén Moneupa

Armo Sanidad

Alexander Padilla

Theodore Te

Leonzo Tanada

Wigberto Tanada

Francis Pangilinan, avocats militants des droits de l'homme

Londres, le 7 février 1997

Le sénateur Paul Roco, président de la Commission sénatoriale des droits de l'homme et de la justice sociale, a reçu le 31 janvier une lettre de menaces de mort érite à l'encre rouge. Des copies de cette lettre anonyme ont également été adressées aux juges Francis Garchitorena et Jose Balajadia du tribunal de Sandiganbayan (juridiction chargée d'instruire les affaires impliquant des représentants de l'État).

Le ton des lettres, leur contenu et le choix des destinataires laissent à penser que les auteurs sont des membres de la Philippine National Police (PNP, police nationale philippine). Ceux-ci tenteraient de menacer les personnes qui mènent les poursuites contre 27 policiers accusés de l'exécution extrajudiciaire probable de 11 membres présumés du gang responsable du hold-up de la banque Kuratong Balabeng, commis en 1995.

Les lettres contiennent, entre autres, les menaces suivantes :

« Ta fin est proche. Oui, ton dernier jour arrive [...] Nous avons déjà placé nos hommes tout à côté de toi. Tu ferais mieux de prendre une décision juste [...] La prochaine lettre sera une bombe. »

Des menaces ont également été adressées à un certain nombre d'avocats, membres pour la plupart du Free Legal Assistance Group (FLAG, Groupe d'assistance juridique gratuite), qui assurent la défense des témoins de l'accusation dans cette procédure. Sans mentionner le nom des avocats, la lettre contient des précisions sur leurs voitures et leurs cabinets, ainsi que sur leurs parents et amis.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Bien que les violations des droits de l'homme perpétrées dans le cadre de la lutte contre l'insurrection aient diminué ces dernières années, Amnesty International est préoccupé par le fait que des membres de la Police nationale philippine continuent à torturer et maltraiter des suspects de droit commun et parfois à les exécuter sommairement. Ces inquiétudes ont été renforcées en mai 1995, lorsque 11 membres présumés du gang qui avait attaqué la banque Kuratong Balabeng ont été abattus pendant leur garde à vue. Les premières investigations avaient révélé que 95 policiers, dont quatre ayant le grade de général, étaient impliqués dans ces homicides.

La suite de la procédure dans cette affaire très médiatisée a été sujette à controverse et a connu des lenteurs ; certains ont affirmé que les responsables des homicides bénéficiaient d'un climat d'impunité. L'ombudsman chargé d'enquêter sur les plaintes contre des représentants de l'État a dans un premier temps mis hors de cause tous les policiers soupçonnés. Il a ensuite retenu des charges à l'encontre de 27 d'entre eux, un seul général figurant parmi les principaux accusés. L'ombudsman a ensuite minimisé les charges pesant sur ce général et aucune condamnation n'a été prononcée à ce jour.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

AMNESTY INTERNATIONAL
BULLETIN D'INFORMATIONS /97

SECTION RECOMMANDÉE : télégramme/aérogramme/télélettre par avion/lettre express/fax (en anglais ou dans votre propre langue) :

- exprimez votre préoccupation à propos de la sécurité du sénateur Paul Roce, des juges Francis Garbitorana et Jose Balajadia et des avocats militants des droits de l'homme Jose Manuel Diokno, Efren Moneupa, Armo Sanidad, Alexander Padilla, Theodor Te, Lorenzo Tanada, Wigberto Tanada et Francis Pangilinan, qui ont reçu des menaces de mort en raison de leur implication dans la procédure concernant le hold-up de la banque Kuratong Balacang ;
- réclamez des mesures immédiates pour garantir leur sécurité ;
- demandez instamment l'ouverture sans délai d'une enquête approfondie sur les menaces de mort, ainsi que la comparution en justice des responsables ;
- demandez la poursuite rapide et impartiale de la procédure concernant la banque Kuratong Balacang de façon à dissiper toute impression d'impunité dont bénéficieraient les agents de l'État.

ADRESSES :

Président
Président Fidel Ramos
Malacañang Palace
Manila, Philippines
Fax : 65 2 835 7795/ 852 5795 (via Ministère des Affaires étrangères)
Télégrammes : Président Ramos, Manila, Philippines
Formule d'appel : Dear President Ramos/ Monsieur le Président de la République

Ministère de l'Intérieur
Secretary Robert Barbers
Secretary of the Interior and Local Government
Dept of the Interior and Local Government
PNCC Complex
Epifanio de los Santos Avenue
Mandaluyong
Metro Manila, Philippines
Fax : 65 2 651 8850
Télégrammes : Secretary Interior Barbers, Manila, Philippines
Formule d'appel : Dear Secretary Barbers/ Monsieur le Ministre

Remarque : le ministre Barbers est responsable de la PNP ; lorsque vous envoyez un fax, si vous avez un message indiquant "numéro inconnu", réessayez ultérieurement, ce sera peut-être plus facile aux heures de bureau locales.

COPIES :

Ministère de la Justice
Secretary Teofisto Guingona
Secretary of Justice
Department of Justice
Padre Faura, CSMita,
Manila, Philippines
Fax : 65 2 586 916/ 507 424

ainsi qu'aux représentants diplomatiques des Philippines dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 27 MARS 1997, VÉRIFIER APRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT INTERVENIR.
MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

AMNESTY INTERNATIONAL
BULLETIN D'INFORMATIONS /97

La version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secretariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -